

Zoom sur ...

... l'édition 2020 du classement *Doing Business* de la Banque mondiale

Le rapport *Doing Business 2020* évalue la **facilité à faire des affaires** dans 190 pays et **les améliorations qui y ont été apportées entre mai 2018 et mai 2019**. La note attribuée à chaque pays est une moyenne simple de la note sur 100 que le pays a obtenue sur l'évaluation de 10 critères objectifs, à savoir : (i) la création d'entreprise, (ii) l'obtention des permis de construire, (iii) le raccordement à l'électricité, (iv) le transfert de propriété, (v) l'obtention de prêts, (vi) la protection des investisseurs minoritaires, (vii) le paiement des taxes et impôts, (viii) le commerce transfrontalier, (ix) l'exécution des contrats et (x) le règlement de l'insolvabilité. Le classement comparatif de la facilité à faire des affaires des 190 pays est élaboré à partir de cette note finale.

❖ **L'Afrique subsaharienne connaît une amélioration lente et reste l'une des régions les moins performantes du monde**

Selon ce nouveau rapport, les réformes réalisées en Afrique subsaharienne ont été moins nombreuses que l'année précédente (73 contre 108) et le nombre de pays ayant entrepris des réformes est en recul, passant de 40 à 31 pays. **Le score moyen des pays d'Afrique subsaharienne est de 51,8 (sur 100), contre une moyenne de 78,4 pour les pays de l'OCDE et une moyenne mondiale de 63.** Seules deux économies du continent figurent parmi les 50 premiers pays du classement mondial – l'Ile Maurice au 13^{ème} rang et le Rwanda au 38^{ème} – tandis que la plupart des 20 pays les moins bien classés sont africains – l'Erythrée (189^{ème}) et la Somalie (190^{ème}) occupant même la queue de ce classement. **La région n'obtient pas de bons résultats plus particulièrement dans le raccordement de l'électricité, le commerce transfrontalier et le transfert de propriété.** Enfin, les économies d'Afrique subsaharienne n'ont augmenté leur score moyen que de 0,9 points dans le rapport *Doing Business 2020*, tandis que les économies du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont augmenté leur score moyen de 1,9 point par rapport au classement de l'année 2019.

❖ **Les pays d'Afrique de l'Ouest enregistrent une progression plus importante que la moyenne continentale**

Avec un score moyen de 52,5, l'Afrique de l'Ouest se situe légèrement au-dessus de la moyenne continentale et enregistre une progression plus importante (+1,6) – **tiré par l'augmentation des indices du Togo (+7), du Sénégal (+4,9), du Niger (+4,4), de la Gambie (+2,5) et de la Côte d'Ivoire (+2,3).** Le Libéria (-0,3) et le Mali (-0,2) n'ont mis en œuvre aucune réforme entre mai 2018 et mai 2019 et sont les seuls pays de la zone à voir leur indice diminuer, tandis que celui de la Guinée-Bissau se maintient au même niveau (43,2). En dépit de la progression de leurs indices, le Cap-Vert (137^{ème}, en recul de 6 places), la Gambie (155^{ème}, -6 places), la Guinée (156^{ème}, -4 places) et la Mauritanie (152^{ème}, -4 places) reculent dans le classement. **Les disparités entre les pays de la zone restent fortes.**

- *Le Togo apparaît dans le top 10 des économies les plus réformatrices en gagnant 40 places dans le classement*

Dans ce nouveau classement, **le Togo a gagné quarante places par rapport à l'année dernière** et apparaît dans la liste des dix économies mondiales les plus réformatrices de ces douze derniers mois pour la deuxième année consécutive. Le pays a fait de la progression de son climat des affaires l'une des priorités de son Plan national de développement (PND) et **s'est notamment appuyé sur le soutien technique du Tony Blair Institute for Global Change (TBI).** Plusieurs délégations togolaises se sont également rendues au Rwanda pour s'inspirer des bonnes pratiques de Kigali. Le Togo est désormais classé 97^{ème}, en tête des pays de l'Afrique de l'Ouest et au 9^{ème} rang des pays africains. Cette place s'explique notamment par (i) **les mesures incitatives que le Togo a mises en place pour faciliter le raccordement à l'électricité** (réduction des frais de raccordement de 50% ; échelonnement possible des frais sur six mois) ; (ii) un renforcement du cadre réglementaire (notamment sur les inspections et contrôles technique) de l'obtention des permis de construire et sa publication en libre accès ; (iii) **l'allègement du processus de création d'entreprise** (enregistrement en moins de 24h sans inscription notariale) ; (iv) l'amélioration significative de l'indice d'obtention de prêt et (v) les programmes en cours pour faciliter le transfert de propriété foncière. Concernant le coût du transfert de propriété foncière, si celui-ci est en effet particulièrement faible au Togo (1,6% contre 7,3% dans la région et 4,2% pour l'OCDE), il

convient de noter que **ces chiffres ne permettent pas de prendre en compte la réalité concrète au sein du pays**, puisqu'en dépit d'un nouveau code foncier promulgué en 2018, **les problèmes fonciers représentent plus de trois quarts des cas jugés par les tribunaux civils togolais**. Enfin, l'augmentation du score de l'indice d'obtention des prêts est aussi à tempérer puisque malgré une couverture du registre de crédit nulle (contre 8,3% de la population pour la région Sub-saharienne et 24,4% pour l'OCDE), le Togo a réussi à gagner 40 points sur son score en doublant l'indice relatif à l'étendue de l'information sur le crédit en ayant la note maximale de 8 (contre 3,9 pour la région et 6.8 pour l'OCDE), se plaçant dans la situation paradoxale **d'un pays classé 46^{ème} au niveau mondial en dépit de l'absence de registre de crédit et d'un couverture de bureau de crédit très faible** (13,6% contre 11% pour la région et 66,7% pour l'OCDE). Malgré ces faiblesses, les résultats demeurent encourageants.

- *Le Sénégal, le Niger et la Côte d'Ivoire connaissent également une forte progression de leur indice de facilité à faire des affaires.*

110^{ème} au classement *Doing Business 2020*, la Côte d'Ivoire progresse de 12 places par rapport au classement de l'année précédente – **qui l'avait déjà vu gagner 17 places grâce à une progression de son indice de près**

de 5 points par rapport à 2018. Elle est le 2^{ème} pays le mieux classé de la zone. Cette année, la Côte d'Ivoire a notamment facilité le paiement des impôts en mettant en place un système électronique de déclaration et de paiement et un système de gestion des dossiers en ligne pour le traitement des remboursements en espèces de la taxe sur la valeur ajoutée. Cette réforme lui permet de progresser de 61 places dans ce domaine, au 114^{ème} rang. **Au Niger, l'accès à l'information sur le crédit a été amélioré** en étendant la couverture du bureau de crédit et en diffusant les données des sociétés de services publics. Le pays gagne 11 places dans le classement 2020 et passe devant le Cap-Vert, à la 4^{ème} place des pays de la zone. **Après une régression dans le classement mondial l'an dernier (-1 place), le Sénégal a quant à lui amélioré l'accès à l'information sur le crédit en 2019** en élargissant la couverture de l'agence d'évaluation du crédit et en offrant un service de notation du crédit. 123^{ème} au classement mondial (+18) le Sénégal est le 3^{ème} pays le mieux classé de la zone.

En dépit de ces améliorations notables, de nombreux progrès restent à accomplir, notamment dans le commerce transfrontalier : **en Côte d'Ivoire, il faut par exemple encore 239 heures pour remplir les formalités douanières d'exportation pour le transport maritime**, contre 13 heures dans les économies à revenu élevé de l'OCDE et 97 heures en Afrique subsaharienne.

Pays	Classement mondial <i>Doing Business</i> (/190)			Classement parmi les pays d'Afrique subsaharienne (/48)	Indice 2020	Progression de l'indice	Nombre de réformes	
	2019	2020	Progression du rang				<i>Doing Business</i> 2019	<i>Doing Business</i> 2020
Bénin	153	149	+4	24	52,4	+0,7	2	1
Burkina Faso	151	151	0	25	51,4	+0,1	1	0
Cap Vert	131	137	-6	19	55	+1	0	4
Côte d'Ivoire	122	110	+12	11	60,7	+2,3	6	2
Gambie	149	155	-6	27	50,3	+2,5	0	2
Guinée	152	156	-4	28	49,4	+0,2	5	2
Guinée-Bissau	175	174	+1	38	43,2	0	1	0
Libéria	174	175	-1	39	43,2	-0,3	0	0
Mali	145	148	-3	23	52,9	-0,2	1	0
Mauritanie	148	152	-4	26	51,1	+1,7	3	2
Niger	143	132	+11	18	56,9	+4,4	4	1
Sénégal	141	123	+18	16	59,3	+4,9	2	2
Sierra Leone	163	163	0	32	47,5	+0,2	0	1
Togo	137	97	+40	7	62,3	+7	6	5
Afrique de l'Ouest					52,5	+1,8	31	22
Afrique subsaharienne					51,8	+0,9	108	73

ACTUALITE REGIONALE

Rapport 2018 de la BCEAO sur l'inclusion financière : amélioration générale dans l'espace UEMOA

[Le rapport de la BCEAO met en lumière un renforcement global de l'inclusion financière dans la zone UEMOA en 2018](#). Sur le volet offre, c'est-à-dire l'accès des populations aux services financiers, le taux global de pénétration démographique (mesurant la proximité des services financiers vis-à-vis des populations) a augmenté de 16 points entre 2017 et 2018, pour se situer à 56 points de services pour 10 000 adultes. Concernant la demande (l'utilisation), le taux de bancarisation strict (TBS, pourcentage de la population adulte - 15 ans et plus - détenant un compte dans les banques, les services postaux, les caisses nationales d'épargne et le Trésor) est passé de 16,4% en 2017 à 19,3% en 2018. Si l'on ajoute la part de la population adulte détenant un compte dans les institutions de microfinance ou de monnaie électronique, ce taux atteint une moyenne de 57% (contre 53% en 2017). La situation est satisfaisante dans tous les pays, sauf au Niger et en Guinée-Bissau où les taux d'inclusion sont les plus faibles. Même en cumulant l'accès à la monnaie électronique, les taux se situent autour de seulement 14%. La microfinance est quasi inexistante en Guinée-Bissau, mais apparaît particulièrement dynamique au Bénin, au Sénégal (+33 pp) ou encore au Togo qui demeure le pays le plus bancarisé de la zone au sens du TBS (26,8%). La monnaie électronique, qui a contribué de manière significative à l'utilisation des services financiers, se développe de manière particulièrement soutenue en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso. A noter que l'AFD soutient activement la stratégie régionale d'inclusion financière dans l'UEMOA pilotée par la BCEAO. Une convention de financement d'un montant total de 3,6 M EUR a été signée dans ce sens avec la BCEAO en juin dernier.

Le 1^{er} Sommet Russie-Afrique organisé à Sotchi en présence d'une quarantaine de Chefs d'Etat africain

Plusieurs Chefs d'Etat et de gouvernement ouest-africains, ainsi que des représentants du secteur privé, se sont rendus à Sotchi pour prendre part aux travaux du 1^{er} sommet Russie-Afrique et aux activités du Forum Économique Russie-Afrique qui se sont tenus les 23 et 24 octobre. Les Présidents béninois, burkinabé, guinéen, ivoirien, malien, nigérien et sénégalais étaient présents à cet événement co-présidé par le président en exercice de l'Union africaine (UA), Abdel Fattah al-Sissi. Une délégation de l'Union nationale du patronat mauritanien (UNPM) a également fait le déplacement. Au cours de la cérémonie d'ouverture, le Président russe a indiqué vouloir doubler les échanges commerciaux avec le continent africain (moins de 20 M USD en 2018 – principalement avec l'Afrique du Nord – soit trois fois moins que ceux de la France et près de 10 fois moins que ceux de la Chine) d'ici les 5 prochaines années. La plupart des contrats conclus ont essentiellement concerné l'armement. Moscou a mis en avant sa politique d'effacement de la dette héritée de l'époque soviétique.

Plusieurs Chefs d'Etat et de gouvernement africains au Japon pour l'intronisation du nouvel Empereur

Les Présidents du Bénin, du Niger et de Côte d'Ivoire étaient au Japon pour l'intronisation de Naruhito, nouvel Empereur du Japon, le 22 octobre. En marge de cet événement, [le Président Ouattara s'est entretenu successivement](#) avec une délégation de l'Association d'amitié parlementaire Japon - Union africaine conduite par le député Ichiro Aisawa, et le Premier Ministre du Japon, Shinzo Abe, au Palais d'Akasaka. Le Président Mahamadou Issoufou a également rencontré Shinzo Abe, tandis que Patrice Talon s'est entretenu avec le manager général de la société Marubeni. Leurs échanges ont porté sur l'évolution du projet de construction d'une usine de textile à Sèmè Kpodji au Bénin. Ces rencontres interviennent quelques semaines après la 7^{ème} Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD-VII), organisée du 28 au 30 août 2019 à Yokohama (Japon) et lors de laquelle plusieurs grands contrats avaient été signés – notamment entre la Côte d'Ivoire et la société japonaise Toyota pour l'installation d'une usine d'assemblage de véhicules en Côte d'Ivoire. Pour rappel, Naruhito est devenu le 126^{ème} Empereur du Japon le 1^{er} mai 2019.

Une délégation du Luxembourg en visite de travail au Niger et au Burkina Faso

[Le Luxembourg envisage d'ouvrir une ambassade au Niger](#), a annoncé la ministre luxembourgeoise de la Coopération, Paulette Lenert [au cours d'une visite de travail](#) du 17 au 20 octobre 2019. Cette ambassade

serait la 30^{ème} représentation officielle du Grand-Duché dans le monde. La ministre a également annoncé une augmentation de l'aide accordée au Niger de 11,5 M EUR, soit 97 M EUR au total pour le prochain programme de coopération – faisant du Niger le premier bénéficiaire de l'aide publique au développement luxembourgeoise. La ministre a poursuivi son voyage au Burkina Faso pour la tenue de la 11^{ème} commission de partenariat entre le Burkina Faso et le Grand-Duché de Luxembourg. Le portefeuille de cette coopération devrait passer de 33 Mds FCFA (50,5 M EUR) à 45 Mds FCFA (68,8 M EUR) avec la signature, le 21 octobre 2019, d'un avenant au protocole bilatéral pour l'appui au plan d'action sectoriel de l'éducation et de la formation et l'appui à la politique sectorielle de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle.

Niamey (Niger) va abriter un Sommet continental pour la reconstruction de l'image de l'Afrique

Sous l'initiative de la Fédération pour la paix universelle, [Niamey va abriter du 28 au 30 novembre 2019, une conférence continentale axée sur la reconstruction de l'Afrique](#) et placée sous le thème : « Construire une Afrique paisible, unie, pacifique et prospère centrée sur les valeurs éthiques universelles ». La délégation, comprenant notamment l'ancien Président de la République du Niger, SEM Mahamane Ousmane, a été reçue par le Président en exercice Mahamadou Issoufou.

BENIN

L'administration béninoise se digitalise

[Le Conseil des ministres béninois a approuvé le 9 octobre dernier la mise en place des sept premiers e-services publics sur le portail national](#), allant du permis de construire au certificat de nationalité. En sus de la digitalisation de ces processus, 1785 agents seront formés aux métiers du numérique afin d'accompagner cette transformation de l'administration béninoise. L'entreprise estonienne eGovernance Academy est en charge de la digitalisation de ces services publics, tandis que le groupe ivoirien WIN AFRICA prendra en charge l'évaluation et la formation des agents.

BURKINA FASO

Prêt de soutien budgétaire de 30 M EUR de la France

Le Conseil des ministres du 23 octobre 2019 a adopté une ordonnance autorisant la ratification de [la Convention de crédit, conclue le 26 septembre 2019 entre le Burkina Faso et l'Agence française de développement \(AFD\)](#), relative à un prêt de soutien budgétaire pour la période 2019-2020 d'un montant global de 30 M EUR. Ce prêt contribuera au financement des dépenses inscrites dans la loi de finances pour les années 2019 et 2020, en vue d'atteindre les objectifs du Plan national de développement économique et social (PNDES) et plus particulièrement du Programme d'urgence pour le sahel (PUS-BF).

Hausse du prix du carburant à la pompe

Au regard de l'évolution des prix des produits pétroliers sur le marché international entre juillet et septembre 2019, [le gouvernement a décidé de l'augmentation du prix du carburant à la pompe](#), à compter du 21 octobre 2019. Le litre du Super passe donc de 657 FCFA à 670 FCFA, et le gasoil de 571 FCFA à 580 FCFA. Le gouvernement a indiqué que ce réajustement s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau mécanisme de fixation des prix adopté en décembre 2018. Depuis 2018, il n'y a eu qu'un cas de d'ajustement du prix à la hausse ainsi qu'un autre cas de réajustement à la baisse.

Avis de manifestation d'intérêt sur le programme YELEEN

La Sonabel (Société nationale d'électricité du Burkina Faso) a lancé la semaine dernière son 1^{er} marché [du programme YELEEN](#) (phase I) pour présélectionner des bureaux d'études pour le suivi des travaux (i) de 4 centrales solaires, (ii) une ligne d'évacuation d'énergie et (iii) du système de stockage d'énergie. Pour rappel, le Plan Solaire Burkina 2025, [baptisé YELEEN](#), est un programme ambitieux sur 10 ans, financé par l'AFD, l'UE,

la BAfD et le Fonds vert climat, qui doit permettre de modifier profondément le mix énergétique burkinabé en faveur de la production solaire sur le réseau national interconnecté et dans les zones rurales isolées.

Chemin de fer Ghana-Burkina Faso : validation du rapport de pré faisabilité

Selon un communiqué du ministère ghanéen du Développement des chemins de fer, [la commission mixte d'experts a examiné et validé le rapport d'étude de pré faisabilité du projet de chemin de fer Ghana-Burkina Faso](#), soumis par les conseillers en transaction TEAM Engineering (Italie) et Vision Consult Ltd (Ghana). Les conseillers en transaction ont proposé un tracé à trois variantes, qui couvrira plus de 1 000 km. Selon le ministre Joe Ghartey, le chantier pourrait débuter au deuxième trimestre 2020. Quatre entreprises, à savoir China Railway Construction Company, African Global Development, Frontline Consortium et China Railway No. 10 Consortium, ont déjà manifesté leur intérêt pour l'exécution des travaux.

CAP-VERT

La Banque centrale prévoit 5% de croissance pour 2020

[Le scénario central des projections actuelles de la Banque du Cap-Vert](#) prévoit le maintien de la croissance économique aux alentours de 5% en 2019 et 2020 (conformément aux prévisions contenues dans la loi de finances 2020 approuvée le 14 octobre), soutenue cette année par la consommation privée et publique et les exportations nettes, et l'année prochaine, un plus grand dynamisme des investissements. En 2019, la performance de la consommation privée a été soutenue par la hausse des salaires et des retraites. L'inflation devrait s'établir à 1,2% en 2019 et 1,3% en 2020.

COTE D'IVOIRE

Signature d'un prêt octroyé par la Chine à hauteur de 239 M EUR dans le domaine de l'hydraulique

Le ministre des Affaires étrangères Amon-Tanoh et l'Ambassade de Chine en Côte d'Ivoire Wan Li ont signé [un accord portant sur un prêt d'un montant de 157 Mds FCFA \(239 M EUR\)](#) destiné à l'alimentation en eau potable de douze villes : Bouaflé, Boundiali, Daloa, Divo, Grand-Lahou, Katiola, Mankono, Odienné, Sassandra, Séguéla, Touba et Tanda. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme social du gouvernement 2019-2020 dont le coût est estimé à 727,5 Mds FCFA (1,1 Md EUR).

3,8 Mds EUR de promesses d'investissements pour le secteur touristique

[Le ministre ivoirien du Tourisme a organisé une table-ronde des bailleurs de fonds à Dubaï](#) les 20 et 21 octobre en présence du secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme. Cette réunion a résulté en une série de promesse d'investissements, dont le total s'élève à 2 500 Mds FCFA (3,8 Mds EUR). Plusieurs investisseurs privés ont marqué leur intérêt pour la stratégie de développement touristique de la Côte d'Ivoire : l'agence de voyage indienne IHC Tourism, le fonds d'investissement hôtelier français Paris Inn Group, l'entreprise nationale China Railway, le groupe hôtelier saoudien Al deafah, la société de transport marocaine Express line, l'entreprise de construction turque Yenigun, l'entreprise indienne de construction Shapoorji Pallonji, le cabinet français en gestion de patrimoine la Financière des Oliviers ou encore le fond d'investissement chinois SINO WORLDWILD INVESTMENT Ltd. Le montant des investissements sera consacré à la mise en œuvre du programme touristique 2018/2025 « Sublime Côte d'Ivoire ». Le coût total de cette stratégie nationale est estimé à 3 200 Mds FCFA (4,8 Mds EUR). En marge de cette réunion, l'ex-joueur de football international Didier Drogba a été nommé ambassadeur de l'Organisation internationale du tourisme.

Renouvellement de la garantie ARIZ entre PROPARCO et la SGCI

[La garantie portefeuille ARIZ a été renouvelée pour la 5^{ème} fois entre la Société Générale de Côte d'Ivoire et PROPARCO](#), la filiale pour le secteur privé de l'AFD pour un montant de 5,9 Mds FCFA (9 M EUR). Cette convention signée le 14 octobre 2019 à la Maison de la PME à Abidjan va permettre à la SGCI de diversifier son offre de financement aux PME avec des prêts entre 6 et 200 M FCFA (9 000 et 305 000 EUR) et une

échéance entre 1 et 7 ans. Cette initiative est intégrée dans le programme de l'AFD Choose Africa initié en 2017 et qui projette d'investir plus de 1636 Mds FCFA (2,5 Mds EUR) dans les start-ups africaines d'ici 2022.

Légère baisse du chiffre d'affaires des télécoms

[Selon l'Autorité de Régulation des Télécommunications de Côte d'Ivoire \(ARTCI\)](#), le secteur des télécoms a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 220 Mds FCFA (330 M EUR) lors du deuxième trimestre 2019, en baisse de 2% en g.a.. Le montant investi sur cette même période s'élève à plus de 22 Mds FCFA (33 M EUR), en baisse de 33,8% par rapport à 2018. La répartition du chiffre d'affaires entre les secteurs positionne la téléphonie mobile en premier avec 191 Mds FCFA (291 M EUR), suivie de l'internet mobile (35 Mds FCFA/53 M EUR), la téléphonie fixe (20,3 Mds FCFA/31 M EUR) et l'internet fixe (8,7 Mds FCFA/13 M EUR). Selon le cadrage macroéconomique, le secteur des télécommunications devrait contribuer à hauteur de 6% à la formation du PIB en 2019.

Future construction d'un centre international d'oncologie et de radiothérapie

Le ministre ivoirien de la Santé et de l'hygiène publique, Dr Aka Ouélé, a annoncé [la construction d'un nouveau centre international d'oncologie et de radiothérapie à Grand Bassam](#), près d'Abidjan. Pour un coût global de 80 Mds FCFA (environ 122 MEUR), cet établissement sanitaire sera bâti sur une superficie d'environ 5 hectares avec une capacité d'accueil de plus de 200 lits, 4 bunkers, 2 salles opératoires, des équipements de haut niveau pour la prise en charge complète de tous les cancers. La livraison est prévue courant 2023-2024. Il s'agira du second centre d'oncologie et de radiothérapie après le Centre national de radiothérapie et d'oncologie Alassane Ouattara, rattaché au CHU de Cocody.

GAMBIE

Lancement d'un projet agricole de 26 M USD financé par la Banque islamique de développement

[Le projet de 26 M USD concerne l'élevage de petits ruminants](#) et devrait toucher plus de 30 000 ménages dans la plupart des régions du pays. Selon la ministre de l'Agriculture, l'élevage contribue à environ 8% du PIB national. Le projet vise à améliorer les moyens des communautés pastorales en Gambie, en renforçant la productivité et la résilience des communautés rurales, et renforcer l'entrepreneuriat dans le secteur de l'élevage.

GUINEE

Mission de revue concluante du FMI

A la suite des discussions entre les autorités guinéennes et les services du FMI, qui ont séjourné à Conakry du 1^{er} au 12 octobre 2019, [un accord provisoire a été atteint sur la quatrième revue du programme de politiques économiques et de réformes](#) appuyé par une Facilité Elargie de Crédit (FEC) de trois ans. Selon le communiqué de presse du FMI publié le 23 octobre, la performance par rapport aux objectifs du programme appuyé par la FEC à fin juin 2019 est jugée satisfaisante. Le Conseil d'administration du Fonds examinera cette revue en sa session de décembre prochain. L'un des principaux objectifs fixés dans le cadre de ce programme est de mobiliser des recettes fiscales additionnelles et de réduire graduellement les subventions à l'électricité afin de créer l'espace budgétaire nécessaire à l'accroissement des investissements publics et des dépenses publiques dans la protection sociale. Pour rappel, la croissance de la Guinée s'est établie à 6% en 2018 et la dynamique économique devrait se poursuivre en 2019 (6%), soutenue par l'activité du secteur minier. L'inflation globale a ralenti à 9,4 % en août 2019 et le solde budgétaire de base a enregistré un surplus de 1,2 % du PIB à fin juin 2019. Les réserves internationales brutes se sont renforcées pour atteindre 3,7 mois de couverture des importations de biens et services.

Stabilisation de l'inflation à fin septembre à 9,4% en g.a.

D'après les chiffres de l'Institut national de statistiques, en glissement annuel à fin septembre 2019, l'inflation est restée à son niveau de juillet et d'août, à 9,4%. En moyenne annuelle, elle a enregistré une légère

décélération, à 9,6%. Ces évolutions contrastent cependant avec la hausse de 1,1% enregistrée en variation mensuelle. Celle-ci est due essentiellement aux fonctions ci-après : produits alimentaires, boissons et tabacs (1,2%), logement, eau, électricité et gaz (2,8%), ameublement (1%) et santé (0,2%). Pour mémoire, le FMI prévoit une inflation moyenne de 8,9% en 2019 (contre 9,8% en 2018).

MALI

4^{ème} prorogation consécutive de l'état d'urgence par le Gouvernement depuis 2015

Le 16 octobre 2019, [le Conseil des ministres a validé la prorogation de l'état d'urgence](#) sur le territoire malien. En vigueur depuis novembre 2015, il sera prolongé d'une année supplémentaire pour la quatrième fois consécutive. Selon le Gouvernement, cette initiative vise entre autres à (i) renforcer les mesures de prévention au niveau des autorités compétentes ; (ii) renforcer les actions de contrôle des forces de Défense et de Sécurité maliennes ; (iii) maintenir les poursuites judiciaires liées à l'état d'urgence et (iv) répondre aux attaques des groupes djihadistes et armés.

8^{ème} édition des journées minières et pétrolières (JMP) à Bamako

Placée sous le haut patronage du Président Keïta, [la 8^{ème} édition des JMP se tiendra du 12 au 14 novembre 2019](#) au Centre international des conférences de Bamako (CICB). Organisé par le ministère des Mines et du Pétrole, l'évènement aura pour thème « Développer durablement les secteurs miniers et pétroliers malien au profit des générations futures ». Plus de 1850 participants sont attendus, principalement des majors de l'industrie minière. L'objectif des JMP est d'assurer la promotion des secteurs concernés auprès des investisseurs étrangers dans un pays où l'or représente en moyenne 7% du PIB, 65% des recettes d'exportation et 25% des recettes fiscales.

MAURITANIE

Renforcement de la législation contre le blanchiment de capitaux

Le Gouvernement mauritanien a adopté un décret [portant application de la loi 2019-017 du 20 février 2019](#), relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le terrorisme. Le nouveau texte, permet la clarification des obligations pesant sur les établissements financiers et les entreprises professionnelles non financières notamment en matière de gestion et transfert de fonds. Le texte définit également, la composition, les règles d'organisation et le fonctionnement du Comité National de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme-désigné sous l'appellation de (COMITE) et l'Unité d'Investigation Financière (UNITE).

L'Union européenne soutient la mise en œuvre de la 2^{ème} phase du programme de l'alliance contre le changement climatique

[Le protocole d'accord, signé le 23 octobre, porte sur un montant de 250 M MRU \(6 M EUR\) et s'étend sur la période 2019/2022](#). Il est dédié à la mise en œuvre du programme « Alliance Mauritanienne contre le Changement Climatique, Phase 2 » (AMCC 2) et a pour objectif de soutenir les autorités mauritaniennes dans l'atteinte des objectifs et engagements de la Mauritanie en matière de lutte contre le changement climatique, en renforçant la résilience des populations vulnérables aux effets des changements climatiques et la préservation des écosystèmes naturels dans 5 Wilayas du sud du pays (Trarza, Brakna, Assaba, Gorgol et Guidimagha).

NIGER

Nouvelle organisation au sein du ministère des Finances du Niger

[Le Conseil des Ministres du 18 octobre 2019 a adopté un projet de décret](#) portant sur l'organisation du ministère des Finances, aboutissant à i) la création d'une Direction chargée des opérations bancaires à la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP), en vue d'une meilleure gestion des

nouveaux systèmes de paiement et d'une amélioration du suivi de la trésorerie de l'Etat ; ii) le rattachement de la Direction de la Dette Publique à la DGTCP en vue de renforcer la gestion de la dette et iii) la création d'une Direction Générale des Entreprises Publiques et du Portefeuille de l'Etat en vue d'assurer un meilleur suivi du portefeuille public.

Le gouvernement approuve l'acquisition d'Eaton Towers Niger S.A par American Tower Corporation

[Le gouvernement de la République du Niger a approuvé l'acquisition de la totalité des actions du gestionnaire de tours télécoms Eaton Towers Niger S.A](#), filiale du groupe anglais Eaton Towers Holding Ltd, par son concurrent mondial American Tower Corporation. Cette approbation s'est traduite par un projet de décret sur le transfert à American Tower Corporation de la licence pour l'installation et l'exploitation d'une infrastructure passive de communications électroniques au Niger, accordée à Eaton Towers Niger S.A. C'est en mai dernier qu'American Tower Corporation avait annoncé la conclusion [d'un accord définitif avec Eaton Towers Holdings](#) pour l'acquisition de ses filiales en Afrique (au Niger, mais aussi en Ouganda, au Ghana, au Kenya et Burkina Faso). L'opération, qui était soumise à l'approbation des autorités locales, était évaluée à 1,9 M USD, dettes comprises. Elle vient renforcer la présence du groupe américain sur le continent.

Orange Niger devient désormais Zamani Com S.A.S

La société Zamani Com de l'homme d'affaires nigérien Mohamed Rhissa, associé au Malien Moctar Thiam, [va acheter la totalité des actions d'Orange Niger](#) et reprendra sa licence d'exploitation. Conformément à la réglementation en vigueur, cette transaction nécessite le transfert de la licence à ZAMANI COM S.A.S et par conséquent a fait l'objet d'une notification préalable à l'Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste (ARCEP). Le futur acquéreur héritera de 530 salariés et se serait engagé à préserver les emplois. Pour rappel, la multinationale française Orange a quitté le marché nigérien, où elle opérait depuis 2008, en juin dernier à la suite d'un contentieux l'opposant aux autorités fiscales.

SENEGAL

Signature de deux accords avec l'OFID pour la lutte contre la pauvreté

[Le Fonds de l'Opep pour le développement international a signé avec le Sénégal deux accords](#), d'un montant total de 21,8 Mds FCFA (33,2 M EUR) pour soutenir la lutte contre la pauvreté. Ces accords vont financer la phase II du Programme d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural (Padaer II) pour 10 M USD et le Projet de désenclavement des zones de productions en appui au programme national de développement rural (Pdzp/PndI) pour 20 M USD.

TOGO

Premier pas pour le déploiement des mini-réseaux

L'Agence togolaise d'électrification rurale et des énergies renouvelables (AT2ER), en qualité de Maître d'ouvrage délégué, [a lancé le 14 Octobre 2019 le dossier de préqualification des entreprises](#) pour i) le développement, le cofinancement, la construction, l'exploitation et la maintenance de mini-réseaux solaires et de réseaux de distribution, ii) la distribution et la commercialisation de l'énergie électrique aux clients ainsi que iii) le transfert en fin de licence dans 317 localités, réparties en 5 lots. La date de dépôt des dossiers a été fixée au 28 novembre 2019. Le projet se développera en 3 phases. Les sociétés préqualifiées recevront le cahier des charges pour la première phase, qui couvrira 129 sites, en février 2020. Les offres seront alors jugées sur le niveau de subvention à la connexion par rapport à un prix de référence et, à niveau de subvention égal, sur la rapidité de déploiement du réseau.

Indicateurs Pays	Bénin	BF	CV	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	18,5	4,5	19,3	16,3	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie														
<i>PIB (Mds USD) 2019</i>	14,3	14,1	2,0	43	1,6	12,1	1,4	17,2	5,2	9,3	23,5	5,4	128,2	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2019</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	927	1 143	477	1 474	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	4,9	3	5,2	6,2	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	1,7	3	3	0,5	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques														
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dette publique (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	36,6	83,9	55,1	64,4	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4	14,8	20,0	14,9	18,7	17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8	-4,3	-9,4	-12,0	-12,8	-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	374	205	170	856	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	11	43	270	99	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	-	5	-	-	-	5	5
Aspects qualitatifs														
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	182	159	189	164	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	145	148	143	141	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 188 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque